

[Text]

like to be for the occasion on the specifics of the question Mr. Skelly is quoting.

• 0515

Mr. Skelly: Let us just stop there for one moment, Mr. Chairman. Could we take it in bits and pieces?

Mr. Tousignant: May I please have the opportunity of answering, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

Mr. Skelly: On the questioning of the witness, he has made one statement that becomes a problem for me and for the committee. If he is not familiar with this particular problem which seriously affects not only fishermen . . . I used Rivers Inlet as only one particular example of where enhancement by management is occurring, and we expect it is going to be widespread on the coast of British Columbia. This tying paragraph (c) to paragraph (a) kind of locks it in. If the person before the committee cannot give us that kind of information, is there somebody readily available who can? Do you have an official responsible for the west coast who is familiar with what has been going on with MAC and familiar with how these total allowable catches are presented to the MAC committee?

Mr. Tousignant: There are obviously officials within the department that could answer with absolute specificity, but this does not derogate from the points I made earlier on, sir, that essentially when MAC is apprised of the biological advice in the initial stages on the availability of the resource in the initial stages of developing a fishing plan, such issues are brought to the fore. Should there be a situation where the relative shares of groups would be affected tremendously by that, it would be discussed openly with all participants in the industry and the officials of the department.

Mr. Skelly: Let me just deal with your question of the absolute specificity with which officials can deal with this. I assume Mr. Shinnars is one of your most well-informed individuals. He came before this committee and said he was not aware of one time in which the department made a mistake on its total allowable catch estimates. I think we began to keep track of that with witnesses as we travelled the coast of British Columbia, and we came up with no less than five times when the department's data was bugged up and that, in fact, they wound up closing spawning gates and allowing fish to spawn in front of the gates and go down the river. They messed up no less than five times, and I do not think that was an exhaustive approach to it. So when the department presents the allowable catch the data is a bit wonky, and I think we have clearly established that.

The second thing is that I have heard people from the Native Brotherhood and from the UFAWU and the MAC committee say that the figures used by the department, the total allowable catches imposed by the department, are out to lunch and that in fact they expect that, rather than getting involved in a comprehensive salmonid enhancement program,

[Translation]

courant que je le voudrais pour cette occasion, des détails de la question dont parlait M. Skelly.

M. Skelly: Arrêtons-nous ici quelques instants, monsieur le président. Pourrions-nous découper la question?

M. Tousignant: Permettez-moi de répondre à la question, monsieur le président.

Le président: Très bien.

M. Skelly: Le témoin a fait une déclaration qui me pose un problème, à moi et au Comité. S'il n'est pas au courant de ce problème particulier, qui touche gravement non seulement les pêcheurs . . . *Rivers Inlet* n'était qu'un seul exemple de la mise en valeur par la gestion et nous nous attendons à ce que cette situation s'étende à toute la côte de la Colombie-Britannique. Le fait de lier le paragraphe c) au paragraphe a) va l'imposer. Si le témoin qui est devant le comité ne peut nous fournir les renseignements dont nous avons besoin, y aurait-il quelqu'un d'autre qui en serait capable et qui pourrait venir rapidement? Avez-vous un fonctionnaire responsable de la côte ouest qui soit au courant de ce qui se passe avec le CCM et qui connaît la façon dont la question des prises totales admissibles sont présentées au CCM?

M. Tousignant: Bien sûr, il y a des fonctionnaires au sein du ministère qui pourraient vous répondre avec une absolue précision, mais cela n'enlève rien aux points que j'ai soulignés tout à l'heure, c'est-à-dire que lorsque, dans les premières étapes de l'élaboration d'un plan de pêche, le CCM s'informe auprès d'experts en biologie de la disponibilité des ressources, ce genre de questions entrent en ligne de compte. S'il se présente une situation où les parts relatives des groupes sont considérablement réduites par ces mesures, les fonctionnaires du ministère en discuteront ouvertement avec tous les intéressés de l'industrie.

M. Skelly: Parlons de l'absolue précision avec la quelle certains fonctionnaires pourraient nous répondre. Je suppose que M. Shinnars est l'un de vos fonctionnaires les plus au courant de la question. Lorsqu'il a témoigné devant notre comité, il a déclaré qu'à sa connaissance, jamais le ministère ne s'est trompé dans ses calculs des prises totales admissibles. Je crois que nous avons commencé à faire attention à cette question en entendant les témoins au cours de notre voyage le long de la côte de la Colombie-Britannique. On nous a signalé au moins cinq cas où le ministère s'est trompé dans le calcul de ces données et qu'il a en fait fermé des barrières de frai, obligeant les poissons à frayer devant les barrières avant de redescendre la rivière. Le ministère s'est trompé cinq fois et, à mon avis, peut-être plus. Donc, lorsque le ministère présente ses calculs pour les prises totales admissibles, ses données sont loin d'être précises; je pense que nous l'avons clairement établi.

Par ailleurs, des représentants de la Fraternité autochtone, de l'UPTAU et du CCM ont déclaré que les chiffres employés par le ministère, les prises totales admissibles imposées par le ministère, sont complètement erronés et qu'en fait, plutôt que de participer à un programme de mise en valeur des salmonides, il préfère lancer un programme de mise en valeur par la